AlterCommunistes

-- Fier(e)s d’être communistes --

Fier(e)s d’être communistes

Une autre base commune pour le 33ème congrès

Fier(e)s d’être communistes

VI - UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE AUTOGESTIONNAIRE, LE SOCIALISME,

communistes

lundi 2 janvier 2006

1 - Un projet politique pour la France

L idéal communiste de Babeuf à 1920 se marie parfaitement avec la culture révolutionnaire de la France de 1789. Il conjugue la gestion républicaine du bien commun, de l intérêt général, la prise des pouvoirs dans les entreprises, dans l industrie et la finance, ainsi que l épanouissement des individus.

Il associe progrès économique et progrès social. La clé de voûte de notre projet politique, c est la conquête par les salariés de pouvoirs nouveaux et inédits dans les entreprises, des pouvoirs économiques et financiers, la prise en charge par les citoyens des affaires publiques, l irruption du peuple afin de porter des coups décisifs au capitalisme. Pour cela il faut conquérir le pouvoir politique non pas pour renforcer l étatisme, la technocratie, l élitisme mais au contraire démultiplier les lieux de pouvoirs politiques, économiques à tous les échelons dans le pays.

Il s agit à la fois de préserver ce que la République a produit de mieux depuis la Révolution française : le sens du bien commun, du bien public et d inventer de nouvelles formes républicaines, coopératives, sociales et autogestionnaires, socialistes.

La question des pouvoirs nouveaux pour les salariés dans les entreprises n est pas nouvelle. En 1982, les lois Auroux ont promulgué une « nouvelle citoyenneté » à l entreprise au moment même où le pouvoir socialiste accentuait la répression contre les salariés et les militants syndicaux. À plusieurs reprises, notamment après 1968, le patronat a cherché à faire cogérer l exploitation capitaliste par les travailleurs. L actionnariat ouvrier en est une variante.

La conquête de pouvoirs nouveaux dans les entreprises est affaire de luttes sociales, politiques et législatives, de conscience et de volonté. Elle ne peut être effective que dans le cadre d une évolution globale du rapport des forces dans la société. On ne peut éluder la question centrale : des pouvoirs nouveaux pour quoi faire ... Pour défendre quels intérêts ... Il est fondamental que les salariés s affranchissent de la logique du capital, placent leur travail au centre de leur action, considèrent qu il a plus de valeur et de portée culturelle que tous les dividendes du monde. Il s agit de mettre l homme au coeur de la production. De ce point de vue, la révolution de l État est décisive, qui doit devenir un rempart contre la loi du marché, là où il sert aujourd hui de bras armé du capital. L idéal communiste tel qu il s est développé en France depuis 1920 se marie parfaitement avec ces exigences républicaines nouvelles : définir le socle commun sur lequel les individus peuvent s épanouir. En ce sens, la voie que peut proposer le Parti communiste français au peuple de France, dans un pays capitaliste développé, est à la fois inédite et à construire ensemble. Elle ne peut en rien s apparenter à une révolution dans un pays arriéré où la République n existe pas.

Le processus historique dans lequel les communistes inscrivent leur action vise à élargir les biens collectifs, avancer vers la propriété nationale des grands moyens de production, construire des solidarités suffisamment solides, atteindre un degré d internationalisme qui permette d acquérir une maîtrise publique planétaire des biens universels tels : la santé, l énergie, l eau, l air, la terre pour avancer vers la société communiste.

La reconnaissance de l individu citoyen, issue notamment de 1968, est porteuse d une grande exigence à plus de liberté, plus d autonomie, plus de champ d action pour chacun. Le capitalisme a dévoyé cette aspiration par l individualisme pour enfermer les citoyens et les opposer les uns aux autres. Mais que peut être la liberté de chacun sans argent pour vivre, sans travail, sans logement, sans éducation de qualité, sans droit à la santé, sans la reconnaissance des droits et devoirs de tout citoyen ...

2 - Reconquérir la République, bouleverser les institutions

Le système politique et les institutions de la France sont à bout de souffle, à l image d un capitalisme en perte de légitimité. Il faut à la fois reconquérir la République et transformer radicalement l État.

Filles de la Révolution française, nos institutions républicaines sont marquées par les idéaux de justice, de liberté, d égalité, de fraternité. Les luttes sociales et populaires en ont modifié les contours au fil des années. La France a su créer des grands services publics, conquérir des avancées sociales et des acquis démocratiques importants, instaurer la laïcité dont on a célébré le centenaire en 2005. La laïcité est un élément constitutif de notre République conquis de haute lutte dans un processus engagé dès 1789. Il est important d en réaffirmer toute la portée. Le principe de laïcité ne se négocie pas ! Cela étant, la domination du capitalisme s exerce également dans les institutions, jusqu à les dévoyer. La politique du capitalisme, relayée avec beaucoup de détermination par les institutions européennes, les grands moyens de communication, va jusqu à demander la démolition pure et simple de ce qui a fait la force et la grandeur de la France. Le capitalisme est apatride, sans foi ni loi. La République est à reconquérir et à bouleverser à la fois. Nous nous prononçons pour une nouvelle République où prime l Assemblée nationale élue au suffrage universel à la proportionnelle par scrutin de liste, à un tour. Le président de la République doit être élu par l Assemblée et le gouvernement nommé par elle. Le Sénat, vestige de l ancien régime, doit être dissous.

La formation des hauts fonctionnaires de la République doit être démocratisée. Ceux-ci doivent être représentatifs du monde du travail et recrutés selon des critères définis par la loi républicaine. Au lieu de se retrancher derrière le capitalisme, la « technostructure » doit se mettre au service du peuple ce qui suppose écoute, souplesse, adaptabilité. La vie administrative de la France doit être simplifiée pour redevenir intelligible pour les citoyens. Le souci du bon usage de l argent public et de l efficacité des services publics doit être omniprésent.

La « régionalisation » de la France a été menée en étroite corrélation avec l Europe, l objectif étant de substituer le tandem Europe/régions au tandem Europe/nation, à la fois pour briser les acquis d une organisation territoriale héritée de la Révolution et adapter notre pays aux exigences du « grand marché ». Il en résulte une accumulation d échelons intermédiaires qui engendrent des gâchis, renforcent la sclérose la bureaucratie, mutilent la démocratie et la souveraineté populaire.

Parallèlement, la décentralisation engagée par Defferre, en 1982 et son dévoiement libéral par Raffarin, en 2004, vise à mieux soumettre nos institutions républicaines nationales aux impératifs édictés par l Europe.

L architecture administrative de la France doit être revue et modernisée. Un seul niveau

intermédiaire doit exister entre la commune, échelon de base de la vie démocratique et publique, et l État. Ce niveau doit être adapté en fonction des zones rurales ou urbaines.

La décentralisation doit être repensée pour ne plus être la défausse et le désengagement de l État sur les collectivités locales. Il faut traiter les problèmes au niveau le mieux adapté. Mais l État doit se ressaisir de ses grandes missions nationales publiques : développement des services publics nationaux dans les villes, les quartiers et les villages, rempart contre la loi du marché, échanges mutuellement avantageux avec les peuples et les pays.

Cette nouvelle République doit reposer sur une intervention renforcée des citoyens dans la vie publique. Il faut de nouveaux pouvoirs et contre-pouvoirs, plus proches de la vie des gens, conseils et comités de quartiers, un partage des responsabilités avec la société civile. Nous devons en appeler à la coresponsabilité, à l engagement individuel, en même temps qu à la revalorisation du rôle du collectif, tant décrié ces 20 ou 30 dernières années. C est un élément clé qui permet à chaque citoyen d exister en tant que tel avec son individualité, avec ses différences, tout en ayant à l esprit que le collectif est la clé de la force.

3 - Une nouvelle période révolutionnaire

La transformation révolutionnaire de la société ne peut pas se faire sans une rupture avec le capitalisme. L affrontement politique, idéologique, culturel est inévitable dans notre société. Nous agissons pour substituer le combat démocratique à la violence et en finir avec la préhistoire de l humanité. Ne penser l histoire qu en terme de « dépassement du capitalisme » n a pas de sens. Il ne s agit pas de nier l existence des processus, des milliers de petites choses qui, au jour le jour, font que la société évolue, avance dans telle ou telle direction, Mais il ne faut pas, au nom d évolutions indispensables, nier la nécessité des ruptures sinon on s adapte ou l on s accommode, on repousse le projet communiste à la fin des temps.

Nous nous prononçons pour une rupture fondamentale avec le capitalisme. Le conflit, l affrontement sont des réalités incontournables de la vie des sociétés. Les contradictions sont le mode normal d exercice de la démocratie. La République se doit de substituer le combat politique à la violence barbare de classe, ce dont nous en sommes encore loin. Notre action s inscrit en ce sens. Il n y a pas de pouvoir démocratique, de partage réel sans contrepouvoirs. La démocratie doit multiplier ses lieux d action et considérer que l entreprise fait partie de ses lieux d action.

L autogestion, c est la nouvelle République qui franchit les portes des usines et des conseils d administration, non seulement dans l industrie mais dans tous les secteurs bancaires et financiers, non pas simplement pour gérer les entreprises, mais pour atteindre un degré supérieur d organisation sociale intégrant l éducation, la formation et l intervention, où les intérêts particuliers sont sans cesse mesurés à l aune de l intérêt général, l intérêt du peuple.

La question de la propriété publique des moyens de production et de communication se pose dans ce cadre. La nationalisation en est une forme et une étape historique. D autres formes sont à imaginer, notamment coopératives et/ou liaison avec les collectivités territoriales.